



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

**Réf : ARR/2021/n°133/8.3**

**Objet :**

REGLEMENTATION PROVISoire DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT.

**ENTREPRISE/DEMANDEUR :** SARL DAVID BARRY MAÇONNERIE – 260 CHEMIN DES CORBIERES – 30220 AIGUES-MORTES

**TEL. :** 06.50.73.03.73

**MAIL :** bardav30@gmail.com

**PROPRIETAIRE :** MONSIEUR CHRISTIAN RENAUDON - 19 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU – 30220 AIGUES-MORTES

**LIEU DES TRAVAUX :** 19 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES-MORTES

**NATURE DES TRAVAUX :** ÉVACUATION DE GRAVATS

**DURÉE DES TRAVAUX :** LE VENDREDI 9 ET SAMEDI 10 AVRIL 2021

**MESURES PARTICULIÈRES :** STATIONNEMENT DU CAMION – FERMETURE DE VOIE

Le Maire de la Commune d'Aigues-Mortes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu le Code de la Route,  
Vu le Code de la Voirie Routière,  
Vu le Code Pénal,  
Vu le Code du Travail,  
Vu l'arrêté municipal N°2009-155 en date du 8 avril 2009 portant réglementation sur l'occupation du Domaine Public pour Travaux,  
Vu la demande formulée par la SARL DAVID BARRY MAÇONNERIE en date du 31 MARS 2021,

Considérant la délibération n°DCM/2017/88/7.1/22-11/9 prise en date du 22 Novembre 2017 approuvant la mise en œuvre d'un règlement d'occupation du domaine public,  
Considérant qu'il convient de réglementer temporairement le stationnement des véhicules en fonction de l'avancée des travaux et de prendre toutes les mesures de sécurité pendant toute la durée du chantier,  
Considérant le caractère pathologique et contagieux du virus COVID-19,  
Considérant que le respect des règles de distances dans les rapports interpersonnel est une des mesures les plus efficaces pour limiter la propagation du virus,  
Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale, d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique,

**ARRETE**

**SITUATION DES TRAVAUX – VALIDITE DE L'ARRETE :**

**Article 1 :**

En raison des travaux effectués par la SARL DAVID BARRY MAÇONNERIE, le camion de l'entreprise est autorisé à accéder et à stationner durant la période indiquée, LE 09 ET 10 AVRIL 2021 en journée sur la voie suivante : 19 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES-MORTES.

**Article 2 :**

Pendant toute la durée du chantier, et en fonction des besoins du chantier, le stationnement et la circulation des véhicules de tous genres sera provisoirement restreinte ou interdite sur la voie suivante : RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU - 30220 AIGUES-MORTES.

Les véhicules qui ne respecteraient pas l'interdiction de stationnement seront considérés comme gênants, dans ce cas, le chef de poste de la Police Municipale ou l'agent occupant ses fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.  
Le responsable du chantier est tenu de se mettre en rapport, préalablement, avec les services de la Police Municipale pour toute mesure de restriction de la circulation et du stationnement sur la voie.

Article 3 :

La SARL DAVID BARRY MAÇONNERIE est autorisée à occuper le 19 RUE JEAN JACQUES ROUSSEAU – 30220 AIGUES-MORTES pendant toute la durée du chantier.

Article 4 :

Le responsable du chantier prendra toutes les dispositions nécessaires pour signaler, protéger et clôturer ce chantier aussi bien de jour que de nuit et sera tenu de mettre en place la signalisation réglementaire découlant des prescriptions sus mentionnées, en relation avec le Chef de Poste de la Police Municipale.

Toutes les précautions devront être prises pour la protection et le libre passage des piétons, pour maintenir en permanence la chaussée et l'accotement en parfait état de propreté et pour éviter toute dégradation du domaine public.

Le non-respect de cette réglementation entraînera la responsabilité administrative et/ou judiciaire du responsable de chantier.

Il est à rappeler à l'entreprise DAVID BARRY MAÇONNERIE, qu'elle a la charge de fournir à ses employés, toutes les protections de sécurité individuelles ou collectives nécessaire à leur activité.

**En raison de la crise sanitaire liée au COVID-19, toutes les personnes employées sur ce chantier doivent adopter les gestes barrières, à savoir maintenir la distance de sécurité ainsi que le port du masque.**

Article 5 :

Les droits des riverains demeureront préservés en ce qui concerne le libre accès à leurs immeubles.

Article 6 :

Il est interdit d'utiliser la chaussée ou le trottoir pour faire du mortier ou du béton. Si l'entrepreneur est dans cette obligation, il devra installer des plaques de fer sur la chaussée et faire le béton ou le mortier sur ces plaques.

Article 7 :

Au terme des travaux entrepris, les trottoirs, les enrobés, les amorces de mur et autres ouvrages ou équipements publics, le revêtement de la chaussée ainsi que la voie publique devront être remis dans leur état initial. Si des dégradations étaient apportées par les travaux engendrés durant la période ou constatés après le terme du chantier, leur remise en état initial sera effectuée par et à la charge de l'entreprise selon les modalités d'exécution fixées par la commune.

Article 8 :

La signalisation temporaire réglementaire découlant des prescriptions énoncées ci-dessus sera mise en place 48h00 avant par l'entrepreneur chargé de l'exécution des travaux, en relation avec le Chef de Poste de la Police Municipale.

Article 9 :

Le demandeur paiera la redevance selon le tableau ci-dessous :

	Jour/M <sup>2</sup>		La Place/jour	
	1er mois	Au-delà	1er mois	Au-delà
benches, dépôts de terre, gravats, sable, matériaux de construction	1,00 €	1,50 €		
containers, caissons à déchets	0,50 €	0,75 €		

Stationnement camion, nacelle sur trottoir ou chaussée	1,00 €	1,50 €		
échafaudage avec occupation au sol, étais	3,00 €	4,50 €		
installation de chantier clôturée	3,00 €	4,50 €		
installations bâtiments provisoires, bungalow ou bulle de vente	3,00 €	4, 50 €		
neutralisation place de parking payante			2,00 €	3,00 €
neutralisation place de parking non payante			5,00 €	7,50 €
restriction de voirie	1,00 €	1,50 €		

Article 11 :

Le présent arrêté doit être affiché sur le chantier pendant toute sa durée.

Article 12 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères, 30 000 NIMES dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 13:

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Délégué à la Sécurité Réglementation, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale d'Aigues-Mortes, sont chargés chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié, affiché, conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aigues-Mortes, le 31 mars 2021

Pour Le Maire empêché,  
Pierre MAUMEJEAN



Monsieur Gilles TRAULLET  
Maire Adjoint faisant fonction

